

N° 30/CA du Répertoire

N° 97-47/CA du Greffe

Arrêt du 19 juillet 2001

**AFFAIRE : KOUTHON Jean-Baptiste
et SAGBOHAN Isaac**

C/

Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité
et de l'Administration Territoriale**REPUBLIQUE DU BENIN****AU NOM DU PEUPLE BENINOIS****COUR SUPREME****CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 23 avril 1997, enregistrée au Greffe de la Cour le 20 juin 1997 sous n° 437/GCS, par laquelle Messieurs KOUTHON Jean-Baptiste et SAGBOHAN Isaac, tous deux Inspecteurs de Police en service au Commissariat Central de Cotonou ont saisi la Chambre Administrative de la Cour Suprême d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision n° 195-C/MJL/DC/DACP du 23 novembre 1992 du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation, à eux notifiée par la lettre n° 0218/MISAT/DGPN/DAP/SPRH du 18 avril 1997 ;

Vu la lettre n° 125/DAL/DJ/97 du 20 août 1997 par laquelle Maître Lucien Avyt DOMINGOS, Avocat près la Cour d'Appel de Cotonou a prié la Cour de prendre acte de sa constitution aux intérêts des requérants ;

Vu le mémoire ampliatif en date du 18 mars 1998 de Maître Lucien Avyt DOMINGOS, enregistré au Greffe de la Cour le 27 mars 1998 sous n° 0192/GCS .

Vu la communication faite au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale de la requête introductive d'instance, du mémoire ampliatif ainsi que des pièces y annexées des requérants, par lettre n° 533/GCS du 21 avril 1998, pour ses observations ;

Vu les observations du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale en date du 31 juillet



enregistré à Cotonou le 05/12/01
Case 4637-2
deux mille francs
L'Inspecteur de l'Enregistrement

1998 enregistrées au Greffe de la Cour le 03 août 1998 sous n° 736/GCS ;

Vu la communication faite au conseil des requérants des observations du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale par lettre n° 1113/GCS du 18 août 1998 ;

Vu la réplique en date du 15 septembre 1998 du conseil des requérants ;

Vu l'Ordonnance n° 73-51 du 18 juin 1973 réprimant les fraudes dans les examens et concours publics ;

Vu le Décret n° 91-46 du 27 février 1991 fixant les modalités de déroulement de l'examen professionnel d'Officiers de Police Judiciaire ;

Vu la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale ;

Vu le Décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 1058 du 28 juillet 1997 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

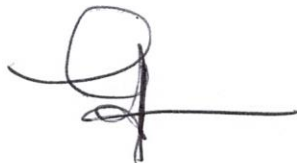
Oùï le Conseiller **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Oùï l'Avocat Général **Nestor DAKO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Considérant que le recours des requérants a été introduit dans les forme et délais de la loi ;



Qu'il y a lieu en conséquence de le déclarer recevable ;

AU FOND

Sur le moyen des deux requérants tiré de ce que la tentative de fraude dont ils ont été accusés, n'a jamais été élucidée et qu'ils n'en ont jamais été convaincus.

Considérant que les requérants exposent :

- qu'une punition leur a été infligée en 1992, lors du déroulement de l'examen d'Officier de Police Judiciaire pour « Tentative de Fraude » ;

- Qu'à cause de cet incident qu'ils regrettent sincèrement, ils ont été injustement expulsés de la salle d'examen et mis aux arrêts de rigueur par mesure disciplinaire pendant quinze (15) jours ;

- Qu'alors qu'ils ont été convoqués en juin 1996 par message à l'Ecole Nationale de Police pour y subir un stage de recyclage dans le cadre de la mise en œuvre des nouveaux statuts de la Police Nationale, ils ont été rappelés à la Direction Générale de la Police Nationale pour se voir notifier verbalement leur exclusion définitive des examens des « OPJ », ce qui entraîne des conséquences assez graves pour le déroulement de leur carrière au regard des nouvelles dispositions statutaires ;

- Qu'à la suite d'une demande d'intervention (sic) formulée à l'attention du Directeur Général de la Police Nationale le 18 mars 1997, ladite punition leur a été confirmée par la correspondance n° 0218/MISAT/DGPN/DAP/SPRH/SA du 18 avril 1997 dudit Directeur en même temps qu'elle portait à leur connaissance la lettre n° 195-C/MJL/DACP du 23 novembre 1992 du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation contenant la décision les déclarant à jamais incapables de se présenter à l'examen d'Officier de Police Judiciaire ;

Que c'est pourquoi, ils implorent l'indulgence de la Cour, pour que cette mesure soit annulée ;

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, notamment des observations n° 732/MISAT/DC/DGPN/DAP/SP-C du 31 juillet 1998 du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale qu'au titre des poursuites pénales



[Handwritten signature]

[Handwritten mark]

engagées contre eux et objet du dossier n° 744/RP-93 du 1^{er} juin 1993, les requérants ont été condamnés chacun à un (1) mois d'emprisonnement assorti de sursis et à vingt-cinq mille (25.000) francs d'amende ferme ; que suite à l'appel interjeté par les intéressés, la Cour d'Appel, par l'Arrêt n° 05/97 du 07 février 1997, a confirmé la décision du 1^{er} juge ; que cette condamnation à une peine correctionnelle d'emprisonnement pour infraction portant atteinte à l'honneur et à la probité, n'a pas été contestée par le conseil des requérants dans sa réplique du 15 septembre 1998 ; qu'il l'y a même confirmée ; que dès lors les requérants ne sont pas fondés à soutenir que la tentative de fraude dont ils sont accusés n'a jamais été élucidée et qu'ils n'en n'ont jamais été convaincus ;

Que ces moyens doivent en conséquence être rejetés ;

Sur les moyens des requérants tirés de :

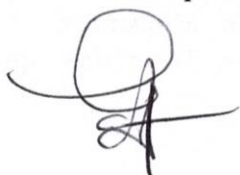
- la violation des dispositions de l'Ordonnance n° 73-51 du 18 juin 1973 fixant à deux (2) ans au plus, la suspension du candidat convaincu de fraude à tout examen ou concours publics ;

- la violation du principe sacré du non-cumul de peines :

Considérant que de la lecture des pièces du dossier, il ressort clairement que le texte applicable au cas d'espèce soumis au jugement de la Cour, n'est pas l'Ordonnance n° 73-51 du 18 juin 1973 réprimant les fraudes dans les examens et concours publics, mais plutôt le Décret n° 91-46 du 27, février 1991 fixant les modalités de déroulement de l'examen professionnel d'Officiers de Police Judiciaire ;

Considérant que ledit décret abroge en la matière les dispositions antérieures contraires, dont celles relatives à la durée de la sanction et dispose en son article 5 alinéa 3 :

Article 5 alinéa 3 : «Toute fraude ou tentative de fraude dans l'une quelconque des épreuves entraîne l'exclusion immédiate de l'examen, prononcée sans délai, et sans appel par la Commission de Surveillance après constat par procès-verbal. L'exclusion vaut pour les sessions à venir sans préjudice des sanctions disciplinaires. » ;




Considérant que c'est en application de cette même disposition que le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation a, par lettre n° 195-C/MJL/DACP/332 du 23 novembre 1992, signifié à son homologue de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale, la décision consacrant leur exclusion définitive de l'examen professionnel d'OPJ et que ce dernier dans ses instructions n° 186/MISAT/DC/CTS/SP-C du 13 avril 1993 en direction du Directeur Général de la Police Nationale, lui a demandé d'adresser aux intéressés une mise en garde sévère, mais d'annuler en revanche toutes autres punitions notamment les arrêts de rigueur à eux infligés dans le cadre du même dossier ;

Qu'il est évident que cette disposition n'exclut pas la possibilité pour les requérants, ou de manière générale pour les auteurs de ces incriminations d'être poursuivis au pénal devant les tribunaux suivant les procédures légales, ce qui montre bien que l'action disciplinaire, lorsqu'elle est prévue, ne fait pas obstacle à l'action publique et vice-versa ;

Que c'est ce qui a été fait au sujet du présent dossier et c'est ce qui explique qu'aux sanctions administratives et disciplinaires d'abord prises par les autorités compétentes, se soient ajoutées plus tard, des sanctions pénales prononcées par les structures judiciaires compétentes ;



Que ce sont là, en effet, deux sanctions de nature totalement différentes, même si par ailleurs, elles portent sur un même fait ;

Considérant que le principe du non-cumul des peines est un principe en vertu duquel, un individu, convaincu de plusieurs crimes ou délits, ne peut se voir infliger que la seule peine afférente à l'infraction la plus grave ;

Que dans le cas d'espèce, il n'y a pas eu plusieurs délits ayant été sanctionnés différemment, auquel cas, seule la peine la plus grave aurait prévalu ;

Qu'il y a eu plutôt un seul délit ayant appelé plusieurs sanctions de nature différente ; que ce type de cumul de sanctions est prévu par les textes légaux en vigueur ;

Considérant que dès lors, les moyens des requérants tirés de la violation des dispositions de l'Ordonnance n° 73-51 du 18 juin 1973 réprimant les fraudes dans les examens et concours

publics et du principe du non-cumul des peines, ne sont pas fondés ;

Qu'ils doivent en conséquence être rejetés ;

Sur le moyen des requérants tiré de la violation des lois du travail en vigueur au Bénin, en ce que l'incapacité à jamais des demandeurs à se présenter audit examen professionnel, a été prise sans aucun conseil de discipline, donc en violation flagrante des dispositions du Code du Travail, des Statuts Général et Particulier régissant le corps de la Police Nationale :

Considérant que l'exclusion définitive des fonctionnaires en cause de l'examen professionnel d'Officiers de Police Judiciaire est une sanction infligée aux requérants sur le fondement de l'article 5 alinéa 3 sus-cité du décret n° 91-46 du 27 février 1991 fixant les modalités de déroulement de l'examen professionnel d'Officiers de Police Judiciaire ;

Qu'il ressort de la lecture dudit article que la sanction querellée est immédiate, prononcée sans délai et sans appel par la Commission de Surveillance après constat par procès-verbal ;

Considérant que nulle part, il n'est imposé la formalité de la consultation du conseil de discipline pour la mise en œuvre de ladite disposition ;

Que son intervention remettrait même en cause, la célérité de la procédure de sanction voulue par le décret susvisé ;

Considérant par ailleurs qu'en précisant que l'exclusion vaut pour les sessions à venir sans préjudice des sanctions disciplinaires, le décret n° 91-46 indique clairement que ladite sanction n'appartient pas à la gamme des sanctions disciplinaires et par suite ne peut être reprochable de n'avoir pas respecté la formalité de la consultation du conseil de discipline que, il faut le rappeler, il ne prévoit pas ;

Qu'en revanche, s'agissant des arrêts de rigueur infligés aux requérants, ils constituent de véritables sanctions disciplinaires au sens de l'article 62 de la loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale qui ne prévoit pas non plus, pour leur mise en œuvre, le respect de la formalité de la consultation du conseil de discipline comme c'est le cas au



contraire de l'article 64 relatif à la perte de grade, une autre sanction disciplinaire ;

Considérant qu'ils ont été annulés sur instructions n° 186/MISAT/DC/CTS/SP-C du 13 avril 1993 du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale et ne pouvaient donc plus être querellés dans la requête du 23 avril 1997 des requérants ;

Considérant que cette requête met en effet essentiellement l'accent sur l'annulation de la mesure d'exclusion définitive de l'examen professionnel des Officiers de Police Judiciaire ;

Considérant qu'en prenant la mesure querellée, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation, n'a fait qu'appliquer la loi, qui n'en demeure pas moins la loi, même si elle est dure ;

Que dès lors, le moyen des requérants, tiré de la violation des lois du travail et des statuts régissant le corps de la Police Nationale, n'est pas fondé et doit être rejeté ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en annulation pour excès de pouvoir des requérants en date du 23 avril 1997 contre la décision objet des lettres n°s 195-C/MJL/DC/DACP du 23 novembre 1992 et 0218/MISAT/DGPN/DAP/SPRH du 18 avril 1997, respectivement du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation et du Directeur Général de la Police Nationale, les excluant définitivement de l'examen professionnel d'Officiers de Police Judiciaire (OPJ), est recevable.

Article 2 : Il est pris acte de la constitution de Maître Luvien Avyt DOMINGOS aux intérêts des requérants.

Article 3 : Ledit recours est rejeté parce que non fondé.

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite à Messieurs KOUTHON Jean-Baptiste, SAGBOHAN Isaac, au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême.



Article 5 : Les dépens sont mis à la charge des requérants.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Grégoire ALAYE

et

Joachim G. AKPAKA

}
}
}

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-neuf juillet deux mille un, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Nestor DAKO,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**,

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,